

TCHAD / OSC/ PACT/ COMMUNIQUÉ DE PRESSE N° 008/CP/18

Le mouvement citoyen PACT (Projet pour une Alternance Crédible au Tchad), dénonce avec véhémence la série d'ordonnances liberticides et anti-démocratiques prises ces dernières semaines par le régime d'Idriss Deby Itno.

Le PACT, exprime son indignation absolue, suite à la révision de l'ordonnance N°27 du 28 juillet 1962 et l'adoption puis la signature de l'ordonnance N°20 portant charte des associations et partis politiques au Tchad, adopté le 31 mai 2018 et qui a été promulguée quelques jours seulement après, le 7 juin 2018. Le PACT estime que ces ordonnances sont issues d'un forum illégitime et contesté par l'ensemble des acteurs de l'opposition et ceux de la société civile.

En outre l'analyse faite de ces textes démontre leurs caractères liberticides, anti-démocratiques et contraires à la Charte des droits fondamentaux et civiques de l'Union africaine et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'adoption de ces deux ordonnances intervient dans un contexte de crise politique et économique majeure et de vive tension sociale au Tchad. Elles constituent des véritables moyens de pression et de répression dont le régime veut se doter pour réduire au silence les forces vives de l'opposition et de la société civile toujours mobilisées dans la lutte politique et sociale contre le régime d'Idriss Deby.

Devant l'adoption de ces initiatives gouvernementales totalitaires et impopulaires, le PACT :

- Appelle toutes les forces vives de la Nation Tchadienne à l'unité,
- A se mobiliser contre l'arbitraire,
- A s'opposer contre ce projet dont le but est de museler définitivement toute contestation citoyenne et initiative populaire au Tchad.
- Le PACT demande à la communauté africaine et internationale à sortir de son silence complice, son indifférence et sa complaisance vis-à-vis de ce régime pour ne pas cautionner davantage cette forfaiture, qui fragilise d'avantage le climat sociopolitique déjà délétère.
- Demande aux leaders de l'opposition démocratique, aux syndicalistes, aux acteurs de la société civile, aux activistes de la diaspora, aux citoyens tchadiens dans leur ensemble à un sursaut national pour mettre un terme aux agissements dangereux de ce régime qui conduit notre pays à la dérive et à une inévitable implosion aux conséquences dramatiques.

Paris, le 03 septembre 2018

Pour le collège du PACT,

Le Coordonnateur Abdelkerim Yacoub KOUNDOUNGOMI

0033647925273